

Nouvelles attaques contre les salarié·e·s de *La Poste*

Exiger l'arrêt immédiat des restructurations à *La Poste*!

Lors de sa conférence de presse du 21 janvier 2004, la direction de *La Poste* a annoncé qu'elle voulait revoir à la baisse – une nouvelle fois! – les conditions de travail de ses employé·e·s. Elle prévoit notamment des baisses de salaire et de nouvelles charrettes de licenciements (plusieurs milliers) dans les années à venir.

Il s'agit là d'une offensive majeure contre le service public et ses employé·e·s. Et cela, au moment où la surcharge de travail, la peur de perdre son emploi, l'incertitude face à l'avenir font peser une pression toujours croissante sur les épaules des salarié·e·s de *La Poste*!

Au programme: baisses de salaires et licenciements

La direction de *La Poste* veut remettre en cause la CCT (convention collective de travail), pour appliquer des conditions de travail et de salaire différentes en fonction des régions ou des

branches d'activité. Exemple: payer moins un facteur de Delémont que le facteur qui effectue le même travail à Zurich... ou réduire ses jours de vacances! Le but de l'opération? Dégrader les conditions de travail et de salaire de toutes et tous. Baisses de salaire, mais aussi réduction du nombre de vacances, augmentation du temps de travail et baisse des protections contre les licenciements sont au menu de ce nouveau « projet Gygi »!

Mais cela ne suffit pas au patron « socialiste » aux 500 000 balles par année. La baisse des effectifs serait « inévitable », a-t-il dit, en ajoutant que « les restructurations ne seront jamais terminées » (*La Liberté*, 22 janvier 2004). 1500 emplois seront supprimés dans les années à venir, auxquels il faut ajouter les 3000 postes liquidés dans les centres de tri. Au total, plus de 4500 postes en moins en l'espace de trois ou quatre ans, soit près d'un·e employé·e sur 10 qui travaillent actuellement à *La Poste*!

« Les restructurations ne seront jamais terminées »: un chantier permanent sur le dos des salarié·e·s de *La Poste*...



Augmenter la rentabilité pour privatiser

Tout ça, pourquoi? Ulrich Gygi l'a clairement exprimé lors de sa conférence de presse: *La Poste* doit être rentable. Toujours plus rentable. Peu importe que, durant les quatre premières années d'existence de la nouvelle entreprise, les bénéfices cumulés se soient élevés à 785 millions de francs, plus 376 millions en réserve pour les investissements futurs. Peu importe que, durant les six premiers mois de 2003, *La Poste* ait dégagé 142 millions de bénéfices, 26 millions de plus qu'en 2002! Les bénéfices, ça n'est jamais assez! Parce que l'objectif final est la privatisation de *La Poste*, ce qui exige, au préalable, que ça puisse rapporter un maximum pour ses futurs actionnaires.

Pour accélérer les restructurations et les privatisations, la direction de *La Poste* utilise l'arme de l'ouverture de certains secteurs à la concurrence. Elle a créé un espace aux investisseurs privés, qui se chargent ensuite de casser les conditions de travail. Comme, par exemple, DPD (Direct parcel distribution) de Jean-Noël Rey, conseiller national... «socialiste» et ex-directeur général des PTT! Cela donne l'occasion à *La Poste* de clamer haut et fort que les postiers, les chauffeurs etc. gagnent beaucoup plus que la concurrence et seraient des privilégiés! Ce tour de passe-passe lui permet alors d'aligner l'ensemble des conditions de travail vers le bas, pour doper la rentabilité et préparer la privatisation de nouveaux secteurs!

Une « pause » pour faire reculer Gygi ?

En réponse à ces attaques d'une brutalité extrême, le *Syndicat de la communication (Syndicom)* appelle à une « pause de protestation de 13h00 à 15h00 ». Devant la violence de l'offensive, on peut douter que cette action symbolique fasse reculer les patrons de *La Poste*, d'autant que, de l'avis de beaucoup, elle est organisée au plus mauvais moment possible (vendredi après-midi)!

Tout au plus, cela permettra au *Syndicom* de négocier un énième « plan social », c'est-à-dire faire passer, avec un paquet-cadeau, ce que nous voulons au contraire empêcher. Il faut que cela cesse! De toute évidence, la direction du *Syndicom* n'y arrivera pas toute seule: au vu des expériences passées, on pourrait même croire qu'elle n'attend que l'apparition d'un « plan social » pour donner le signal de la retraite, à tout prix!

STOP à toutes les restructurations !

Il est temps d'organiser la riposte: pour stopper toutes les restructurations en cours et à venir, pour défendre nos emplois et nos conditions de travail, pour sauver le service public. Pour y arriver, il n'y a qu'un chemin: organiser de réelles mobilisations, sous forme de grèves et de manifestations massives.

A la mi-avril, la direction de *La Poste* annoncera la concrétisation de son projet. Avant cette date, il nous faut organiser une journée nationale d'actions et de grèves. L'expérience des ouvriers du bâtiment l'a montré: lorsqu'on se mobilise collectivement, on peut faire reculer les patrons et gagner!

Les salarié-e-s de *La Poste* peuvent compter sur un large soutien au sein de la population. A de nombreuses reprises ces dernières années, les usagers/-ères ont montré qu'ils étaient prêts à se battre, avec le personnel, pour un vrai service public. Toutes et tous ensemble, nous pouvons obliger Gygi et consorts à remballer leurs projets!

ARRET IMMEDIAT DE TOUTES LES RESTRUCTURATIONS A LA POSTE!

Dès maintenant, organisons des assemblées de salarié-e-s de *La Poste* sur les lieux de travail, pour décider des mobilisations à venir et de nos revendications. C'est en nous organisant que nous pourrons réaliser ce qui est désormais nécessaire pour arrêter Gygi: une grève nationale de *La Poste*!

Mouvement pour le socialisme

Le Mouvement pour le socialisme (MPS) soutiendra toutes les luttes qui seront organisées par les salarié-e-s de *La Poste*.
Contactez-nous !

Je souhaite être informé des activités du MPS

Nom:

Prénom:

Rue:

NPA, localité:

Adresses: voir au verso